

Direction Mobilités et Infrastructures

C256117AT

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

Mise en oeuvre d'une restriction de circulation

sur la route départementale D10 du PR 0+400 au PR 2+100

Territoire des communes de Pontonx-sur-l'Adour et Gousse

Le Président du Conseil départemental des Landes,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment les dispositions du livre I, huitième partie concernant la signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée,

VU l'arrêté n° SJ 24-18 de M. le Président du Conseil départemental, en date du 11 octobre 2024, portant délégation de signature à M. Régis JACQUIER, Directeur Mobilités et Infrastructures,

VU la demande de l'UTD TARTAS du 15 décembre 2025,

Considérant que, en raison des événements liés au blocage du rond-point de Bégaar, la circulation est perturbée sur l'itinéraire habituel des transports scolaires, et qu'il est nécessaire, jusqu'au déblocage du rond-point, afin d'assurer la continuité du service public et la sécurité des élèves, d'autoriser ces transports à emprunter un itinéraire alternatif.

Sur proposition de M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Centre,

ARRETE

- ARTICLE 1 -

A compter du 15 décembre 2025, et à titre exceptionnel et temporaire, les véhicules affectés aux transports scolaires sont autorisés à emprunter l'itinéraire alternatif suivant : RD10 du PR 0+400 jusqu'au 2+100.

- ARTICLE 2 -

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

- ARTICLE 3 -

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la collectivité.

Il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Centre,
- M. le Responsable de l'entreprise l'UTD TARTAS chargée des travaux,

dont une copie est transmise pour information à :

- M. le Directeur de Mobilités et Infrastructures,
- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale des Landes,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Mme la Directrice du SAMU 40,
- M. le Responsable du Service Mobilité Transports,
- M. le(s) Maire(s) des communes concernées.

15 DEC. 2025

A Mont-de-Marsan, le
Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Régis JACQUIER
Directeur Mobilités et Infrastructures